



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 30/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

1 rue Guy Mocquet
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : SPR/DRA/ESP/LM/410
Code AIOT : 0005401249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 1 rue Guy Mocquet 71100 Chalon-sur-Saône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement Air Liquide France Industrie Electronique (AMC-EMC Chalon) implanté 1, Rue Guy Môtet 71100 Chalon sur Saône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Laurence MARCHAL, SPR, DRA, inspectrice de l'environnement était accompagnée de Tiphaine ROBERT également inspectrice de l'environnement

Les inspectrices de l'environnement de la DREAL Bourgogne - Franche-Comté ont réalisé une visite

de surveillance de suivi en service des équipements sous pression dans l'établissement Air Liquide France Industrie Electronique (AMC-EMC Chalon) implanté 1, Rue Guy Môquet 71100 Chalon sur Saône le 22 mai 2025.

L'objet de cette visite était de s'assurer du respect de la réglementation des équipements sous pression au sein de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 1 rue Guy Mocquet 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Visites des installations :

Lors de la visite, les inspectrices de l'environnement de la DREAL Bourgogne - Franche-Comté ont vérifié la conformité à la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression exploités sur le site.

Cette vérification a été effectuée par sondage.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	suivi en service : inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2020, article 15 à 17	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Sans objet
2	suivi en service avec plan d'inspection : présence du plan	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13 IV	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'inspection		
3	suivi en service avec plan d'inspection : vérification initiale	Autre du 23/07/2020, article chapitre A - § A1	Sans objet
5	suivi en service : requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2020, article 18 à 25	Sans objet
6	dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2020, article 6 I	Sans objet
7	déclaration de mise en service et contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2020, article 7 à 11	Sans objet
8	contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R.557-14-2	Sans objet
9	contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La liste des équipements sous pression a été transmise post-inspection complétée et corrigée.

La réglementation concernant la périodicité de la 1ère inspection périodique a été rappelée à l'exploitant.

(non-conformité concernant l'équipement n° 780313 - réservoir air comprimé D2)

L'exploitant devra s'assurer qu'il n'existe pas d'autres équipements dans cette situation sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements sous pression conformément à l'article 6III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 comporte des erreurs et est incomplète. La liste corrigée et complétée a été transmise post-inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : suivi en service avec plan d'inspection : présence du plan d'inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13 IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les plans d'inspections ont été mis à disposition de l'inspection . (vérification par sondage).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : suivi en service avec plan d'inspection : vérification initiale

<p>Référence réglementaire : Autre du 23/07/2020, article chapitre A - § A1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée : Cahier Technique Professionnel des systèmes frigorifiques du 23 juillet 2020 Chapitre A : Généralités A-1 Vérification initiale</p> <p>La vérification initiale est réalisée sous la responsabilité de l'exploitant par une personne habilitée à réaliser les opérations de contrôle prévues. Elle a pour but de s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble des vérifications réalisées sur les équipements sous pression correspondent à celles du contrôle de mise en service définies à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017; • toutes les dispositions prévues dans le Plan d'Inspection pourront être mises en oeuvre le moment venu. <p>La vérification initiale est réalisée avant la date de première mise en service du système frigorifique ou d'un équipement remplacé ou ajouté.</p>

Constats : Les vérifications initiales des équipements ont été réalisées. (vérification par sondage)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : suivi en service : inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2020, article 15 à 17
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 - articles 15 à 17 - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. [...] II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. [...] et également Cahier Technique Professionnel (CTP) du 23/07/2020 chapitre A- § A.2
Constats : L'équipement n° D2-AC-RE-01 dont la déclaration de conformité est du 19/09/2018 a fait l'objet d'une inspection périodique le 15/03/2022. Cet équipement (non soumis à CMS) n'avait pas fait l'objet d'un contrôle de mise en service pouvant ainsi justifier que la 1ère inspection périodique soit réalisée après 4 ans de mise en service au lieu de 3 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant que conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 : "La période maximale est fixée au maximum à : [...] Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire".

L'exploitant devra s'assurer qu'il n'existe pas d'autres équipements dans cette situation sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : suivi en service : requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2020, article 18 à 25
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté Ministériel du 20/11/2017 articles 18 à 25</p> <p>« . - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <p>[...]</p> <p>« I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s)concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique.</p> <p>La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.</p> <p>Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées enapplication des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à sonidentification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable dell'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée. » <p>[...]</p> <p>et également conformément au Cahier Technique Professionnel (CTP) du 23/07/2020 chapitre A- § A.3</p>

Constats : Les équipements vérifiés par sondage sont à jour de leur contrôles réglementaires (requalification périodique).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2020, article 6 I
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques [...]
Constats : Les dossiers des équipements vérifiés par sondage ont été mis à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : déclaration de mise en service et contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2020, article 7 à 11
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
Prescription contrôlée : Art 7 : Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service : [...] art 8 :La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement [...] art 10 :Le contrôle de mise en service est requis avant : - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ; - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé. [...]
Constats :

<p>Les équipements soumis à déclaration de mise en service ont fait l'objet d'une déclaration de mise en service enregistrée dans l'application LUNE.</p> <p>(exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - équipement n° 275384 : DMS n° 332205 du 04/11/2024 ; - équipement n°24/0032/004 : DMS n°386788 du 04/11/2024 ; - ...)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R.557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'équipements en mauvais état.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié (par sondage) l'adéquation des accessoires de sécurité avec les équipements sous pression associés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite